

Unité bidépartementale Eure-Orne  
Cité administrative  
Place Bonet / CS 40020  
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 05/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MADLINE YVES SA**

ZI la Crochère  
BP 315  
61106 FLERS

Références : 61-2023-QCH-001  
Code AIOT : 0005302333

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement MADLINE YVES SA implanté ZI la Crochère BP 315 61100 FLERS. L'inspection a été annoncée le 11/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MADLINE YVES SA
- ZI la Crochère BP 315 61100 FLERS
- Code AIOT : 0005302333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité sur le site est la collecte et le stockage de déchets dangereux en vue de leur élimination par d'autres entreprises.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité du site
- Condition d'acceptation, de manipulation et de stockage des déchets
- Maîtrise des rejets dans l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de délais
7	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 16.6	/	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.1	/	Sans objet
2	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.3	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.5	/	Sans objet
4	Contrôle de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.8	/	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.10	/	Sans objet
6	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 15.2	/	Sans objet
8	Entretien des réservoirs aériens	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.4	/	Sans objet
9	Entretien de la plateforme et des véhicules	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.5	/	Sans objet
10	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.7	/	Sans objet
11	Suivi administratif des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.7	/	Sans objet
12	Transfert transfrontalier de déchet	Règlement européen du 14/06/2006, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les mesures de prévention visant à protéger les déchets des intempéries étaient mises en oeuvre. Le site était propre, exempt de traces d'écoulements susceptibles de générer une pollution des eaux de surface.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs du débit disponible au droit des deux bornes incendie présentes au sein et à proximité du site. Il devra transmettre copie du procès-verbal d'essai (débit des deux poteaux en simultané) à l'inspection des installations classées et au SDIS, dans un délai de 2 mois.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, prescrit dans son article 60 une surveillance des eaux résiduaires en fonction des flux de polluants émis. Les données transmises en 2011 en application de la surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 (RSDE) nécessitent d'être actualisées afin de vérifier l'efficacité des mesures de prévention mises en oeuvre depuis (couverture de la zone de stockage des déchets conditionnées). **Il est ainsi demandé à l'exploitant de réaliser 3 campagnes de mesures en 2023, sur la base du programme défini dans l'arrêté préfectoral précité, dans des conditions représentatives (période pluvieuse). Les résultats, accompagnés de son analyse quant au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité, seront transmis à l'inspection des installations classées.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès au site doit être limité et contrôlé. A cette fin, celui-ci est clôturé sur la totalité de sa périphérie par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.  Par ailleurs, le public (particuliers ou professionnels) n'est pas admis à déposer directement ses déchets.
<b>Constats :</b> Le site est clos soit par le bâti, soit par une barrière, soit par un grillage. L'exploitant signale que le grillage fait régulièrement l'objet d'effractions. La barrière est fermée en dehors de la présence du personnel et le public n'y est pas accueilli.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Propreté du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le site ne présentait pas de souillures et a fait l'objet d'un nettoyage. Toutefois, la fosse de rétention associée à l'auvent de stockage de déchets était pleine. Suite à la visite, l'exploitant a informé l'inspection avoir procédé à la vidange de cette rétention et émis le bordereau de suivi approprié.  Les bâches des bennes contenant les graisses et l'amiante présentent des signes de vieillissement. L'exploitant doit s'assurer de leur bon état et les remplacer, le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires imperméables sont collectées et traitées au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le décanteur-séparateur doit être conforme à la norme NF XP 16-440 ou à la norme NF XP 16-441 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent. Le décanteur-séparateur doit être nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur  Les eaux pluviales rejetées doivent respecter les prescriptions suivantes : Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 30° C.  Demande Chimique en Oxygène (DCO) sur effluent non décanté (méthode NF T 90 101): 125 mg/l Matières en Suspension Totales (MEST) (méthode NF EN 872) : 35 mg/l Hydrocarbures Totaux (HCT)(méthode NF T 90 114) : 10 mg/l Indice Phénols (méthode XP T 90 109) : 0,3 mg/l Cyanures (méthode ISO 6 703/2) : 0,1 mg/l  Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection l'exploitant a fourni les résultats des analyses effectuées ces dix dernières années. Aucun dépassement des valeurs limites n'a été constaté.  L'exploitant a indiqué effectuer la vidange du débourbeur déshuileur a minima deux fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôle de la qualité des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant que les rejets d'effluents issus du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales n'atteignent le milieu récepteur, des contrôles de leur qualité sont réalisés par l'exploitant sur des prélèvements moyens, représentatifs de la période considérée. A cette fin, un échantillonnage représentatif du rejet d'eaux traitées, ainsi que des analyses et mesures des eaux prélevées sont effectuées dans les conditions suivantes : Paramètres Fréquences de mesures pH : Semestrielle Demande Chimique en Oxygène (DCO) : Semestrielle Matières en Suspension Totales (MEST) : Semestrielle Hydrocarbures Totaux (HCT) : Semestrielle Indice Phénols : Semestrielle Cyanures : Semestrielle
<b>Constats :</b> Les analyses fournies démontrent que la fréquence est respectée depuis au moins 5 ans.  Toutefois, l'exploitant a indiqué réaliser ces mesures en arrosant les surfaces imperméabilisées à l'aide des robinets incendie armés (RIA) du site, ce qui ne permet pas de garantir la représentativité des mesures conformément à l'article 14.8 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 (cf. Point de contrôle suivant). <b>Il est demandé que l'exploitant fasse évoluer son protocole pour réaliser un échantillonnage représentatif du rejet d'eaux traitées, donc en période de pluie (demande 1).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Bassin de confinement des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est aménagé de façon que la totalité des eaux potentiellement polluées ou des déchets accidentellement épandus soit contenue au sein de l'établissement et collectée par le réseau d'eaux pluviales. Ledit réseau comporte un jeu de vannes permettant de diriger, selon les circonstances, les liquides vers le décanteur-déshuileur prévu au point 14.5, vers le bassin de confinement des eaux d'incendie, ou vers un réservoir de 15 m3.</p> <p>Le bassin de confinement doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il doit avoir en permanence une capacité d'accueil minimale de 105 m3.</p> <p>Le réservoir de 15 m3 précédemment mentionné est destiné à recevoir les déchets liquides accidentellement épandus, ainsi que les eaux ayant servi au nettoyage du site après un accident de pollution.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les effluents ne respectant pas ces valeurs limites sont évacués conformément aux dispositions de l'article 15.</p> <p>Chaque soir, avant la fermeture du site, le responsable de l'exploitation positionne les vannes afin que les liquides éventuellement collectés par le réseau d'eaux pluviales soient dirigés vers le réservoir de 15 m3 précité.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que le bassin de confinement était opérationnel et que les vannes étaient manipulables. Des panneaux indicatifs sont présents sur chaque vanne pour indiquer son fonctionnement (ouvert ou fermé) selon sa position. Il sera nécessaire de veiller à la bonne tenue de ces panneaux sur la durée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Conditions de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans l'attente de leur valorisation ou élimination, ces déchets sont conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. En particulier, sont prises des mesures de prévention contre le lessivage par les eaux météoriques, contre les envols et les odeurs.</p>
<p><b>Constats :</b> Les déchets en petits contenants sont stockés sous un abri et ne peuvent pas être lessivés par les eaux météoriques. Seuls des contenants vides sont stockés en extérieur.</p> <p>Les déchets liquides sont stockés en réservoirs fermés et ne subissent pas de lessivage. Les cuves extérieures de stockage sont équipées d'une rétention maçonnée, sans point de rejet.</p> <p>Les déchets solides stockés en benne sont recouverts d'une bâche. Lors de la visite, une bâche n'était pas fermée entièrement et permettait l'apport d'eau au sein des déchets. S'agissant d'une benne étanche recueillant des graisses, aucune pollution par lessivage n'a été constatée. Néanmoins, il est nécessaire de veiller à sa bonne fermeture en permanence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Protection contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 16.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Ressources en eau</u> L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie.</p> <p><u>Moyens de lutte</u> L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une borne d'incendie située à proximité du bassin de confinement prévu à l'article 14.9, conformément aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation ;</li> <li>- des extincteurs (poudre, eau pulvérisée, CO2, halons) seront répartis dans les locaux de l'entreprise. L'agent extincteur sera choisi en fonction des risques rencontrés dans les différents locaux,</li> <li>- des bacs à sable.</li> </ul> <p>Ils doivent être maintenus en bon état.</p>
<p><b>Constats :</b> Une borne incendie est installée au sein du site, elle est régulièrement utilisée pour le remplissage des camions hydrocureurs.</p> <p>Il existe une seconde borne incendie sur la voie publique, située à proximité immédiate de l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats de test de débit pour ces deux poteaux. Il sera procédé à un essai de débit en simultané. Le procès-verbal sera transmis à l'inspection des installations classées et au SDIS, dans un délai de deux mois.</p> <p>Les autres équipements (robinet d'incendie armé, bac à sable et extincteurs) sont entretenus et ont fait l'objet de contrôles périodiques.</p> <p>Afin de faciliter la gestion d'un événement potentiel, l'exploitant a accès par internet à l'ensemble de l'état des stocks permettant d'informer les intervenants de la nature et de la quantité de déchets présents sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 8 : Entretien des réservoirs aériens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées. L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve. Si possible, des moyens physiques (détrompeurs ...) préviennent les erreurs de manipulations. Les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés. Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules). L'exploitant procède ou fait procéder à 4 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bars. Les fréquences sont à moduler en fonction de la nature des produits : 1 an pour les produits acides et 10 ans pour les huiles solubles.
<b>Constats :</b> Les cuves ont fait l'objet d'un contrôle acoustique d'étanchéité par BELEC ENVIRONNEMENT le 16/06/2022, dont les résultats donnent satisfaction pour l'ensemble des cuves. Il conviendra toutefois de demander au certificateur d'écrire la date sur son certificat de contrôle afin de garantir le respect de ces prescriptions sur le long terme et d'être considéré comme valable lors de la prochaine visite.  Les cuves sont protégées des agressions extérieures (choc) par un ouvrage de rétention en béton au pied des cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Entretien de la plateforme et des véhicules

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles sont souillées.  L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.  L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu, et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.  L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.  L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (il peut, à cet effet, se faire présenter la carte jaune du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.  Les pratiques suivantes sont acceptables :  pour les déchets ordinaires, (tels que matières de vidanges, boue de curage d'égouts, de dégraisseurs, de station d'épuration, les huiles solubles ou usagées) les contrôles ou lavages peuvent être espacés mais une période doit être fixée par l'exploitant.  pour les déchets composés principalement des produits toxiques (tels qu'arsénics, mercure, plomb, cadmium, cyanure, acides chromiques, etc...) les contrôles et lavages sont effectués systématiquement sur chaque véhicule transporteur.  Pour le cas où un véhicule serait affecté en permanence au transport d'un même déchet, et si l'exploitant peut s'en assurer, les lavages peuvent toutefois ne pas être systématiques.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection le site était propre, il convient de conserver ce niveau de propreté sur la durée. A cette fin, l'exploitant a mis en œuvre une liste de contrôles lui permettant de vérifier régulièrement la propreté du site, le signalement des éventuels besoins en approvisionnement (absorbant, sable...) ou d'entretien (débourbeur/déshuileur).</p> <p>L'exploitant indique que chaque déchargement est suivi par un lavage de la cuve du véhicule. Les eaux de rinçage sont introduites dans les cuves de stockage et mélangées aux déchets transférés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Conditions de stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.</p> <p>Les containers, fûts et bidons doivent présenter un étiquetage explicite permettant d'en identifier le contenu. Les principales mentions du certificat d'acceptation (provenance, destination, dangers présentés...) doivent également être portés sur l'étiquette.</p> <p>En cas de regroupement de déchets, l'exploitant doit s'informer des problèmes que peuvent créer les mélanges, et en cas d'erreur, des dangers et surcoûts qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination.</p> <p>La durée de stockage des déchets ne doit pas dépasser 90 jours.</p> <p>Les stocks de produits solides, susceptibles de se solubiliser à l'eau, sont abrités des intempéries et protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.</p> <p>Les emballages souillés et déchets entreposés à l'extérieur sont également protégés des intempéries.</p> <p><b>Constats :</b> Selon l'exploitant, les certificats d'acceptation sont systématiquement demandés. Certains clients, peu informés des procédures relatives à la caractérisation des déchets, demandent à ce que les analyses et la caractérisation soit opérées par l'exploitant. Une interface est en place et fonctionne avec Trackdéchet permettant de saisir l'ensemble des données nécessaires avant tout transport, regroupement ou mélange.</p> <p>L'exploitant a mis en place un système de pilotage en direct des déchets lui permettant d'être informé en cas de dépassement de la durée de stockage. La durée de stockage de 90 jours a pu être dépassée de manière ponctuelle pour l'amiante en raison d'un refus du centre de stockage lié au conditionnement du déchet. Des dépassements plus chroniques sur la cuve d'hydrocarbure ont eu lieu car l'exploitant souhaite qu'elle soit suffisamment remplie pour procéder à la vidange et l'élimination des produits.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que des emballages nettoyés sont stockés en extérieur. Il conviendra pour l'exploitant de s'assurer de la bonne mise en œuvre du nettoyage systématique des contenants même s'ils ne contiennent plus de déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 18.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Acceptation et évacuation des déchets</p> <p>Préalablement à tout envoi de déchets industriels dans les centres de traitement, ceux-ci doivent être soumis à une procédure d'acceptation, conformément à la réglementation relative aux déchets.</p> <p>Seuls les centres de traitement et les installations de prétraitement susceptibles d'admettre ces déchets sont habilités à effectuer ou faire effectuer les analyses et délivrer des certificats d'acceptation.</p> <p>Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.</p> <p>A la réception des déchets, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance notamment de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet,</li> <li>• procède à des tests de conformité (sauf cas des contenants reçus fermés),</li> <li>• prélève un échantillon représentatif selon la procédure décrite au point 18.8 (sauf cas des contenants reçus fermés).</li> </ul> <p>Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• confirme au producteur la destination donnée au déchet,</li> <li>• procède à un échantillonnage des déchets ayant fait l'objet d'un regroupement et à une vérification identique à celle réalisée lors de la réception des déchets,</li> <li>• transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.</li> </ul> <p>L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.</p> <p>Documentation</p> <p>Registre d'entrée : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.</p> <p>Registre sortie : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.</p> <p>Registre d'opération ou journal : pour tout regroupement de déchet l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.</p> <p>Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, et une déclaration au moins trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée par l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a créé sa propre interface afin de consigner dans un document unique le registre des entrées, le registre des suivis ainsi que le suivi des matières présentes sur le site. Ce document permet de consigner l'origine du déchet, ses éventuels regroupements, sa destination, sa quantité, son code déchet, sa nature, la date du mouvement ainsi que l'identité du transporteur.</p> <p>Les producteurs sont informés de la destination du déchet et de son élimination au travers de l'application Trackdéchet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Transfert transfrontalier de déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque le notifiant a l'intention de transférer des déchets visés à l'article 3, paragraphe 1, point a) ou b), il adresse une notification écrite préalable à l'autorité compétente d'expédition, qui la relaie et, s'il procède à une notification générale, il se conforme à l'article 13.
<b>Constats :</b> L'exploitant exporte certains produits à l'extérieur du territoire national et a procédé à l'obtention préalable d'une notification de consentement auprès du pôle national des transferts transfrontaliers de déchets dont les copies ont été mises à disposition de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet